

Service Santé Protection Animale et environnement
3 rue Jehan Pinard
BP 19
89000 Auxerre

Auxerre, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRADIVAL

1 rue Jules RIMET
89400 Migennes

Références : CLB/ID N°24 000 027
Code AIOT : 0005401295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2024 dans l'établissement TRADIVAL implanté 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été programmé suite au résultat défavorable d'un contrôle inopiné réalisé en juin 2024 : la concentration en légionelle est supérieure à 1000 UFC/l

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRADIVAL
- 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes
- Code AIOT : 0005401295
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Il s'agit d'un abattoir complété par un atelier de découpe de viande.

Il est équipé de 3 tours aéro réfrigérantes et d'une station d'épuration, dont le rejet final se fait dans la rivière Yonne, par le réseau des eaux pluviales de la commune de Migennes.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation – procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Cas de dépassement ponctuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. a)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
2	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.3.
3	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation – analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
4	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation – Les plans d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)
6	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)
7	Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
8	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
9	Transmission des résultats à l'inspection des installations classées	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. e)
10	Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs sont défavorables	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 1. g)
12	Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'autosurveillance déposés dans GIDAF (application dédiée) sont régulièrement défavorables, de façon aléatoire d'une tour à l'autre.

Les opérations de nettoyage consécutives à ces constats ne font pas l'objet de vérification de leur efficacité ou les résultats n'en sont pas déclarés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées tous les cinq ans. Elles portent sur : <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés ; - les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, - les attestations de formation de ces personnes.
Constats : Surveillance des tours aéro-réfrigérantes sous la responsabilité de Didier DILLON (responsable maintenance) secondé par 4 agents, dont le responsable du service qualité Attestations de formations présentées
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : fiches de sécurité des produits disponibles dans le registre hygiène et sécurité sous forme informatique
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : rendre les documents disponibles en version papier sur les lieux de stockage
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation – analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins de deux ans ;

<ul style="list-style-type: none"> - prise en compte dans cette analyse méthodique des différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation ; - vérification de la présence et de la complétude du contenu de l'analyse méthodique de risques ; - description de l'installation, schéma de principe, modalités de gestion ; - liste des facteurs de risque propres à l'installation, liés à l'implantation, la conception, les différentes situations de fonctionnement et configurations hydrauliques listées au point 1 a ci-dessus, les moyens de surveillance mis en œuvre ; - échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.
Constats : Etude complète réalisée par le bureau CEBIOS, présentée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation – Les plans d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies (UFC) par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.
Constats : indicateurs de suivi précisés dans l'AMR. Les mesures curatives et correctives sont bien précisées pour les contaminations en Legionella
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation – procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation,

<p>dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>N'ont pas été présentées les procédures de conduite à tenir</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de dérive , - d'arrêt d'urgence - de redémarrage - maintenance à l'arrêt
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>présenter les procédures suivantes :</p> <p>conduite à tenir en cas de dérive des paramètres</p> <p>arrêt d'urgence</p> <p>maintenance à l'arrêt</p> <p>redémarrage</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Nettoyage préventif de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <ul style="list-style-type: none"> - renseignement du carnet de suivi sur la réalisation effective du nettoyage annuel ;
<p>Constats :</p> <p>L'AMR prévoit un nettoyage par an, réalisé en janvier 2024</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>fréquence bimestrielle respectée</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.
Constats : prélèvements réalisés dans des flacons spécifiques, propres à cette analyse
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. e)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : transmission conforme des résultats Quelques dépassements de délais
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou défin...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 1. g)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR
Prescription contrôlée : - présence d'une procédure "Actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme
Constats : La procédure est rédigée, mais n'a jamais été testée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Cas de dépassement ponctuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. a)
Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Prescription contrôlée :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Constats :

Actions curatives mises en œuvre, mais vérification de leur efficacité après le dernier dépassement non vérifiée (ou tardivement)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)

Thème(s) : Risques chroniques, TAR

Prescription contrôlée :

- présence d'une procédure "Actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L selon la norme

Constats :

procédure rédigée et mise en œuvre, sauf analyse de vérification

Considérant les dépassements récurrents et aléatoires d'une tour à l'autre, l'exploitant a procédé au changement de adoucisseurs vétustes et entartrés (début juillet)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veiller à réaliser systématiquement la vérification d'efficacité des mesures de désinfection des tours après analyse non conforme :

Transmettre une copie du registre des opérations de nettoyage des TAR

Type de suites proposées : Sans suite